

Observatoire de l'Arctique

Bulletin mensuel

HERVÉ BAUDU – ÉMILIE CANOVA – MICHAEL DELAUNAY –
CALLIXTE DUJARDIN – CAMILLE ESCUDE-JOFFRES –
TANGUY SANDRE – ALEXANDRE TAITHE (coord.) – JULIA TASSE –
JEAN-PAUL VANDERLINDEN – FLORIAN VIDAL – MAGALI VULLIERME



AIRBUS

Analyse de données satellitaires



SOMMAIRE

AMÉRIQUE DU NORD – GROENLAND/DANEMARK – ISLANDE	3
NORVÈGE – SUÈDE – FINLANDE – RUSSIE	5
ÉTATS OBSERVATEURS ET UNION EUROPÉENNE	7
INSTITUTIONS ARCTIQUES – RÉGULATIONS ENVIRONNEMENTALES – ENJEUX JURIDIQUES ..	8
QUESTIONS MILITAIRES, INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES	10
PUBLICATIONS DES INSTITUTS DE RECHERCHE.....	11
TRAFIC MARITIME – SÉCURITÉ MARITIME.....	12

Contributeurs :

Coordination : Alexandre Taithe (FRS)

Bloc Amérique du Nord, Groenland/Danemark, Islande :

Magali Vullierme (CEARC), Michael Delaunay (CEARC), Tanguy Sandré (CEARC), avec Hervé Baudu (ENSM)

Bloc Nordique et Russe :

Florian Vidal (UiT – The Arctic University of Norway), avec Alexandre Taithe (FRS) et Callixte Dujardin (FRS)

Bloc États Observateurs et UE :

Alexandre Taithe (FRS), Callixte Dujardin (FRS)

Bloc Gouvernance et Institutions arctiques :

Camille Escudé-Joffres (CERI), Émilie Canova (Université de Cambridge), avec Alexandre Taithe (FRS) et Callixte Dujardin (FRS)

Bloc Capacitaire/Technologique/Industriel :

Alexandre Taithe (FRS), Callixte Dujardin (FRS), avec Hervé Baudu (ENSM)

Blocs Publication des centres de recherche et Think Tanks :

Alexandre Taithe (FRS), Callixte Dujardin (FRS)

Bloc Trafic maritime et Sécurité maritime :

Hervé Baudu (ENSM)

Amérique du Nord – Groenland/Danemark – Islande

Aux **États-Unis**, le Canada, la Finlande et les États-Unis ont signé le 13 novembre à Washington DC le **Mémoire d'entente Icebreaker Collaboration Effort (ICE)-Pact** qui vise à créer un cadre de coopération renforcé au sujet de la construction de brise-glace par l'échange de connaissances, d'informations et de ressources entre les trois pays dans le but de produire plus vite et moins cher (cf. bulletin août-septembre 2024). Un plan de mise en œuvre de cet accord sera produit ultérieurement pour traduire en acte cet accord ([Homeland Security](#) ; [Regard sur l'Arctique](#), 13 novembre 2024). Lors d'une audition, le Vice-amiral de la garde côtière américaine Thomas Allan a annoncé le 14 novembre que le brise-glace civil *Aiviq* sera opérationnel dès 2026 en attendant l'arrivée de nouveaux brise-glaces et opérera depuis Juneau en Alaska ([Stars and Stripes](#), 21 novembre 2024, [gCaptain](#), 14 novembre 2024). **Les brise-glaces deviennent-ils ainsi un indicateur décisif de la stratégie américaine dans l'Arctique ?** Les observateurs estiment que si les États-Unis veulent assumer une quelconque ambition en tant que nation arctique, ils doivent intensifier leurs efforts et leurs investissements dans la région. L'un des investissements importants actuellement examinés concerne les brise-glaces, essentiels au transport du fioul et d'autres produits commerciaux, à la défense et aux exercices militaires, aux missions de sauvetage, etc. ([ArcticToday.com](#), 13 novembre 2024 ; [ArcticToday.com](#), 18 novembre 2024 ; [gCaptain.com](#), 13 novembre 2024).

Un sous-marin nucléaire de classe Virginia (USS Virginia) a traîné sur près de 4 kilomètres un filet d'un navire de pêche norvégien au Nord de l'île de Senja, près de Tromsø, le 11 novembre. Le filet a pu être enlevé grâce au navire d'escorte *KV Heimdal* de la garde côtière norvégienne ([The Barents Observer](#), 13 novembre 2024). Dans le cadre de **l'exercice de l'OTAN Dynamic Front 25**, 3 600 soldats venant notamment des États-Unis et de France se sont entraînés en Finlande en Laponie au tir d'artillerie, il s'agit du premier exercice d'ampleur de l'OTAN en Finlande depuis que le pays a rejoint l'alliance ([Voice of America](#), 20 novembre 2024). Le jour de l'élection américaine, un **bombardier stratégique américain B-52 à capacité nucléaire** a survolé le Nord de la Norvège et la Finlande. De plus, le 7 novembre un autre B-52 a mené un entraînement au-dessus de la Finlande, accompagné par des chasseurs suédois et finlandais dans le Nord du pays ([The Barents Observer](#), 7 novembre 2024). En novembre, les avions du **porte-avions américain USS Harry S. Truman** (qui a croisé dans les eaux arctiques accompagné de navires norvégiens et italiens) se sont entraînés avec leurs alliés norvégiens dans le Nord de la Norvège notamment dans le comté de Troms ([High North news](#), 14 novembre 2024). Par ailleurs, il a été récemment révélé par le journal norvégien *Svalbardposten* que la Norvège a refusé que des chasseurs américains atterrissent à Longyearbyen au Svalbard en juillet de cette année. La demande américaine étant incompatible avec la politique mise en place par la Norvège concernant l'archipel, selon le ministère des Affaires étrangères norvégien. L'ambassade américaine en Norvège a précisé que cette demande était une erreur ([High North News](#), 13 novembre 2024 ; [Svalbardposten](#), 12 novembre 2024). La **Norvège** cherche à nouer un **partenariat stratégique pour acheter 5 à 6 nouvelles frégates à capacités anti sous-marine**, plusieurs pays seraient en lice dont la France et les États-Unis. Le pays choisi devra avoir « *coinciding strategic interests in Norway's immediate areas and an eye on the High North, including in the maritime domain* ». Le choix final devrait être arrêté en 2025 ([High North News](#), 20 novembre 2024).

Au Canada, le gouvernement fédéral a annoncé une compensation financière pour les dommages causés par l'abattage massif de chiens de traîneau dans les années 1950 et 1960 au Nunavik. Un plan de compensation de 45 millions de dollars a également été annoncé pour aider les communautés inuites à se reconstruire et à revitaliser leur culture du traîneau à chiens. En 2011, le gouvernement du Québec s'était déjà excusé pour ce massacre et avait versé aux anciens propriétaires de chiens de traîneau une indemnité de 3 millions \$. Plus de 1 000 chiens avaient été tués par des policiers, dévastant « *les moyens de subsistance, la culture et le lien des Inuits avec leurs terres. Ces chiens n'étaient pas de simples animaux. Ils étaient essentiels à la survie des Inuits et servaient à la chasse, à la pêche et au transport* » (Radio Canada, [17 novembre 2024](#) ; [26 novembre 2024](#)). Par ailleurs, des dirigeants inuits ont participé à la dernière réunion du comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne pour finaliser leurs propositions concernant la politique étrangère du Canada pour l'Arctique. La ministre des Affaires étrangères, Mélanie Joly, y a assisté. Nathan Obed, président d'ITK, a rappelé l'importance d'utiliser le terme « Inuit Nunangat », qui englobe les quatre sous-régions arctiques canadiennes, plutôt que des termes flous comme le « Nord » ou l'« Arctique » ([Regard sur l'Arctique](#), 12 novembre 2024). Au Yukon,

après le dépôt d'un rapport concernant la sécurité de l'Arctique au Yukon (*Regard sur l'Arctique*, [20 novembre 2024](#)), des voix réclament une plus grande présence des Rangers canadiens et l'ouverture d'une base militaire avec une unité de réserve à Whitehorse (*Regard sur l'Arctique*, [22 novembre 2024](#)) et **l'ouverture d'un institut sur la sécurité dans l'Arctique**. Soutenu par de nombreux chercheurs canadiens et américains, cet institut aurait pour mission d'« *assurer que ses infrastructures sont adéquates en cas de menaces, afin de s'y préparer* » (*Regard sur l'Arctique*, [22 novembre 2024](#)). Dans le secteur minier, un financement de 2,1 millions de dollars a été débloqué dans le cadre du programme Partenariats pour les ressources naturelles autochtones (PRNA) pour permettre le « *développement de l'expertise minières des Inuits* », notamment l'exploration minière, au Nunavut et soutenir la transition vers la carboneutralité. Ce financement se fera sous forme de formations de jeunes autochtones et de simulateurs de machinerie lourde (*Regard sur l'Arctique*, [26 novembre 2024](#)). Enfin, l'Inuit Nunangat continue de faire face à des problématiques « classiques » de changements climatiques (*Regard sur l'Arctique*, [30 octobre 2024](#), [4 novembre 2024](#), [19 novembre 2024](#)), de feux de forêts (*Radio Canada*, [1^{er} novembre 2024](#)), de manque de logements (*Regard sur l'Arctique*, [28 novembre 2024](#)), d'eau potable (*Radio Canada*, [26 novembre 2024](#)), de coût des denrées (*Regard sur l'Arctique*, [28 novembre 2024](#)) et d'électricité, avec une hausse possible de 18% dans les Territoires-du-Nord-Ouest (*Radio Canada*, [31 octobre 2024](#) ; *Regard sur l'Arctique*, [7 novembre 2024](#)). Un financement de 2 millions de dollars du fédéral a d'ailleurs été débloqué pour le programme « *Énergie propre pour les collectivités rurales et éloignées* » (EPCRE), liée à la géothermie (*Regard sur l'Arctique*, [27 novembre 2024](#)). Ce financement a lieu alors que des voix s'élèvent pour défendre le secteur minier, central pour l'économie des TNO (*Radio Canada*, [27 novembre 2024](#)).

Au **Groenland**, les tensions et les démonstrations de soutien auprès de Keira Alexandra Kronvold, une femme d'origine groenlandaise, se sont multipliées alors que son enfant a été emmené de force par les services sociaux dans les heures qui ont suivi son accouchement à Thisted, au Danemark. Le test d'évaluation des compétences parentales danois (FKU), un des tests psychométriques largement pratiqués au Danemark, utilisé pour évaluer les compétences des parents, est vivement critiqué pour reproduire des discriminations racistes. En témoigne, un extrait du dossier de Keira Alexandra Kronvold : « *son origine rendrait difficile pour elle la préparation de l'enfant aux attentes et codes sociaux nécessaires dans la société danoise* ». Il s'agit d'un cas parmi d'autres, car selon un rapport de 2022, les enfants d'origine groenlandaise vivant au Danemark ont six fois plus de risques d'être placés que ceux d'origine danoise (*Sermitsiaq*, [20 novembre 2024](#) ; *The Guardian*, [25 novembre 2024](#) ; *DR*, [12 novembre 2024](#)). Au Folketing, le Parlement danois, la traduction simultanée jusqu'ici rejetée par le président, Søren Gade, a été testée pour la première fois à l'occasion des questions à la Première ministre, Mette Frederiksen, qui a qualifié la journée d'historique (*Sermitsiaq*, [26 novembre 2024](#) ; *DR*, [26 novembre 2024](#)). Autre « moment historique » pour l'ancien Premier ministre, Kim Kielsen : l'aéroport international de Nuuk a été inauguré et permet désormais de relier directement Nuuk à Copenhague, sans passer par Kangerlussuaq (*Sermitsiaq*, [28 novembre 2024](#)). Fin novembre, **le ministre danois de la Défense Troels Lund Poulsen** s'est rendu à Nuuk pour rencontrer Vivian Motzfeldt, la ministre des Affaires étrangères **afin de discuter de l'accord de défense et réaffirmer une volonté conjointe de coopération étroite sur les sujets de défense en Arctique** autour de deux priorités : que l'Arctique demeure une zone à basse tension et garantir la participation des entreprises locales et de la population locale dans la mise en place des installations de défense (*Sermitsiaq*, [23 novembre 2024](#) ; *Eye on the Arctic*, [23 novembre 2024](#)). Enfin, la détention provisoire de Paul Watson a de nouveau été renouvelée jusqu'au 18 décembre dans l'attente d'une réponse danoise quant à son extradition ou non vers le Japon (*Sermitsiaq*, [2 décembre 2024](#)).

En **Islande**, depuis le 20 novembre, la péninsule de Reykjanes connaît sa 6^{ème} éruption cette année, fermant l'accès encore une fois au village de Grindavík. Toutefois, celle-ci est moins importante que la dernière qui a eu lieu en août. Les scientifiques semblent avoir été surpris par cette éruption qui traduit pourtant une tendance à la baisse de l'intensité des éruptions. Des infrastructures ont été touchées, notamment un câble de fibre optique connectant Grindavík, ainsi que le parking du très touristique Blue Lagoon qui a été évacué et recouvert de lave (*Iceland review, RUV*, [20 novembre 2024](#); *Grapevine*, [21 novembre 2024](#)). Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'est rendu pour la première fois en Islande à l'occasion du sommet Pays Nordiques-Ukraine le 29 octobre où le sujet principal était le futur de l'Ukraine, mais aussi le soutien à l'Ukraine et à son désir de rejoindre l'OTAN. Le président ukrainien a remercié l'Islande pour son appui à l'Ukraine concernant son projet d'accession à l'OTAN (*Ice News*, [30 octobre 2024](#) ; *Gouvernement islandais*, [29 octobre 2024](#)). Enfin, il est à noter que la banque d'investissement nordique (NIB Nordic Investment Bank) a annoncé que désormais ses fonds pouvaient être utilisés dans le domaine de la défense, ce qui n'était pas le cas auparavant. Ce changement de politique est le fait des pays membres de l'institution qui à la lumière des événements récents en matière de sécurité internationale ont décidé de changer la politique de la banque (*Arctic Today*, [6 novembre 2024](#)).

Norvège – Suède – Finlande – Russie

Nordiques : les retombées attendues de l'élection de Donald Trump

Le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier 2025, suite à son élection le 5 novembre 2024 contre la candidate démocrate Kamala Harris, suscite des interrogations, des inquiétudes, mais également quelques certitudes au sein des pays nordiques. Fort de leur expérience de la première administration Trump (2016-2020), les experts nordiques s'accordent à dire qu'une certitude ressort de cette élection : l'imprévisibilité du futur locataire de la Maison Blanche. Pour le journaliste norvégien Arne O. Holm, le retour aux affaires de D. Trump signe le retour « *de la peur et de l'imprévisibilité* » comme outil de la diplomatie étatsunienne, ce qui « *rend la planification difficile* » et ouvre la perspective « *d'un avenir difficile en Arctique et dans le Grand Nord* ».

Toutefois, les pays nordiques peuvent s'appuyer sur l'expérience de son premier mandat pour anticiper l'évolution de la position de leur partenaire étatsunien en Arctique. Au-delà de l'élection de Trump, les États-Unis sont désormais dirigés structurellement vers le Pacifique, ce qui amène les pays nordiques à diminuer leur dépendance à leur allié nord-américain. Par ailleurs, selon Ida Maria Oma, chercheuse à l'IFS, « *l'OTAN est mieux préparée pour le deuxième mandat de Trump* », alors que la structure militaire reste vitale pour la protection des intérêts de la Norvège. Cette dernière est appelée à renforcer sa politique de défense et de sécurité, d'une part en augmentant son budget, et d'autre part en prenant la responsabilité de la sécurité régionale. À ce titre, le chercheur suédois Björn Fägersten (Swedish Institute of International Affairs) s'est interrogé sur **la responsabilité de la sécurité sur le continent qui pourrait « être source de friction entre Européens et Étatsuniens »**. Pour les pays nordiques, renforcer leur coopération avec le Royaume-Uni tout en prenant l'initiative en matière de sécurité et de défense en Arctique est l'une des solutions pour anticiper le futur désengagement de Washington. Pour le chercheur Mikael Mattlin (FIIA), la principale inquiétude de la Finlande concerne l'affaiblissement de la position occidentale face à la Russie dans la perspective de futures négociations entre Washington et Moscou sur l'Ukraine ([High North News](#), 11 novembre 2024 ; [Séminaire « USA after the election: Consequences for the Nordics and the geopolitical landscape » organise par NUPI](#), 14 novembre 2024).

Région de Barents : un changement de paradigme dans les coopérations

La Finlande a officiellement annoncé son retrait définitif du Conseil euro-arctique de Barents (BEAC) après 2025. Pour justifier cette décision, la ministre des Affaires étrangères finlandaise, Elina Valtonen, a déclaré que « *cette forme de coopération ne répondait plus aux besoins actuels et créait des structures se superposant* ». Par ailleurs, le pays se retirera de l'accord ayant créé le Secrétariat International de Barents (IBS). Néanmoins, la Finlande souhaite qu'une forme alternative de coopération dans la région prenne forme. Selon Hans-Jacob Bønå, chef du conseil du comté du Finnmark, « *les retraits, d'abord de la Russie et maintenant de la Finlande, signifient que nous devons trouver un nouveau format de coopération qui garantisse la perspective régionale et nationale de la communauté dans la région nordique du Nord* » ([thebarentsobserver](#), 22 novembre 2024 ; [High North News](#), 26 novembre 2024).

Dans un contexte de déclin accéléré des coopérations civiles, **la coopération militaire dans la région de Barents se renforce.** D'une part, **la Suède entend augmenter significativement ses capacités de défense dans le nord du pays**, comme l'indique la proposition gouvernementale dans le document stratégique de défense totale (*Totalförsvaret 2025-2030*), avec la mise en activité de deux brigades mécanisées subarctiques. D'autre part, **les trois pays nordiques de la région poursuivent l'objectif de mise en place de corridors militaires transfrontaliers.** Pour le ministre de la Défense norvégien Bjørn Arild Gram, le développement de ces corridors « *renforcera la défense et la dissuasion de l'OTAN* » (*Totalförsvaret 2025-2030*, 14 octobre 2024 ; [thebarentsobserver](#), [29 octobre 2024](#) ; [21 novembre 2024](#) ; [Communiqué du ministère de la Défense du Royaume de Norvège](#), 21 novembre 2024).

Mer de Barents : diminution du quota des pêches pour l'année 2025

Malgré le contexte de tensions géopolitiques, **la Norvège et la Russie poursuivent leur coopération dans le domaine de la pêche**, faisant de ce secteur le plus résilient de leur relation bilatérale. Pour l'année 2025, la commission mixte a décidé de diminuer de 25 % par rapport à 2024 (453 000 tonnes) le quota de pêche pour le cabillaud. Ce quota avait déjà été abaissé de 20 % à deux reprises en 2023 et 2022. Il est désormais le plus bas depuis 1991, en raison de ces fortes diminutions successives ces dernières années. Pour rappel, le quota de cabillaud avait atteint un pic en 2013 avec une autorisation de capture d'un million de tonnes dans les mers de Barents et de Norvège. Selon le ministère norvégien des Pêches et de l'Aquaculture, la part du Royaume-Uni s'élèvera à 163 436 tonnes. Par ailleurs, les quotas de pêche pour l'églefin et le flétan sont respectivement fixés à 130 000 et 19 000 tonnes ([Kyst og Fjord](#) ; [thebarentsobserver](#), 1^{er} novembre 2024).

Russie : création d'un centre de secours et d'urgence dans la péninsule de Taïmyr

Pour sécuriser le développement de la route maritime du Nord (RMN), la Russie a planifié la construction de plusieurs hubs le long de son espace côtier septentrional (Dikson, Pevek, Sabetta et Tiksi) pour les opérations de secours et d'urgence. Lors d'une réunion gouvernementale, le Premier ministre M. Michoustine a chargé le ministère de la Construction de préparer un plan pour le développement, le financement et la construction d'un hub à Khatanga, situé dans la péninsule de Taïmyr. Alors que ce site n'avait pas été initialement mentionné dans le document relatif à la stratégie du gouvernement russe en Arctique à l'horizon 2035, un budget de 6,75 milliards de roubles (soit 64 millions d'euros) avait été planifié pour la construction de ces centres. Enfin, le village de Khatanga, qui compte environ 2 000 habitants, est également le lieu où Rosneft a mené des opérations de forage pétrolier ces dernières années ([Communiqué du gouvernement de la Fédération de Russie](#), 16 novembre 2024 ; [thebarentsobserver](#), 18 novembre 2024).

L'Accord cadre pour un programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie sans objet ?

Le 12 novembre, la Russie s'est retirée de l'Accord cadre pour un programme multilatéral environnemental dans le domaine nucléaire en Fédération de Russie, qui rassemble, en plus de la Russie, les États-Unis, la Norvège et l'UE. Le mandat de ce Programme est de favoriser la coopération entre ses parties concernant la sécurité des déchets nucléaires et radioactifs et avait été signé en 2003. Or l'Arctique russe comporte des quantités importantes de matières radioactives et sans l'aide étrangère qu'apportait le Partenariat, la Russie ne semble pas avoir les capacités de gérer ces déchets, accroissant par la même occasion le risque d'un accident nucléaire dans l'Arctique.

Ce risque n'est que renforcé par le fait que la Russie accroît encore sa construction nucléaire. La Russie vient en effet tout juste d'annoncer la construction d'un nouveau navire de recherche polaire *Ivan Rolov*. Il serait sûrement aussi utilisé par la Russie pour soutenir ses revendications territoriales sur son plateau continental, donc avec des implications potentiellement militaires ([The Arctic Institute](#), novembre 2024). De même, le projet de construction du cinquième brise-glace nucléaire russe de classe Artika a été lancé le 6 novembre, qui devrait être opérationnel d'ici 2026 et accompagné par la suite de deux autres navires de cette catégorie ([Arctic Today](#), novembre 2024).

Cette escalade des activités nucléaires russes dans l'Arctique augmente les risques de dommages environnementaux et de manquements à la sécurité arctique. La Norvège a ainsi détecté des niveaux de radiation élevés dans l'Arctique ([Arctic Today](#), novembre 2024). Cependant, les constructions navales russes ont pour beaucoup pris du retard, notamment la modernisation du croiseur de combat à propulseur nucléaire *Amiral Nakhimov*. La Russie doit trouver des alternatives pour se procurer certains matériaux qu'elle importait d'Europe avant les sanctions. Il convient ainsi de nuancer l'idée, clamée par la Russie, que le pays s'engage dans une prolifération nucléaire notamment navale car les sanctions occidentales la restreignent spécifiquement dans ce domaine stratégique ([Carnegie Politika](#), novembre 2024).

États observateurs et Union européenne

Une rétrospective sur les cinq piliers de la politique en Arctique du Japon

Le Japon accorde une importance grandissante à l'Arctique car il considère cet espace comme une arène secondaire pour promouvoir sa position dans les conflits, surtout par rapport à la Chine. Un chapitre paru dans l'ouvrage [Palgrave Studies in Maritime Politics and Security](#) identifie cinq piliers constituant la politique arctique du Japon. Celle-ci est incluse dans son *Basic Plan on Oceans Policy* et le pays devient État-observateur au Conseil de l'Arctique en 2013.

Le premier pilier de la politique arctique japonaise est la considération de l'Arctique comme une voie de communication maritime. Une préoccupation sécuritaire majeure du Japon entoure la sécurité de ses voies de communication maritimes (SLOC), surtout dans la mer de Chine et le détroit de Malacca. L'océan Indien est aussi source d'inquiétude comme il y a des faits de piraterie, de même que les détroits d'Ormuz et de Bab el-Mandeb. Dans ce contexte insécurisé, l'Arctique est considéré comme relativement sûr et crucial pour le commerce japonais à destination de l'Europe. Il voue un grand intérêt à la NSR qui raccourcit de 40 % son trajet par rapport à celui qui transite par Malacca. De plus, l'Arctique est un nœud stratégique pour les câbles de communication au fond de la mer, permettant de connecter l'île à l'Europe et au reste du monde. En 2022, l'entreprise japonaise Arteria Networks a formé une coentreprise Far North Fiber avec des entreprises finlandaises et américaines pour poser 15 000 km de câbles mais a dû revenir en arrière suite à l'opposition de la Russie que des câbles traversent ses eaux territoriales ou sa ZEE.

Le second pilier s'incarne dans la diplomatie scientifique du Japon car l'observation et la recherche scientifiques japonaises remontent aux années 1950, renforcées par la suite par la *Loi fondamentale sur la science et la technologie du Japon* en 1995 pour lutter contre la récession. Cette loi mentionne explicitement la science et la technologie comme paramètres de la diplomatie japonaise. En 1990, le Japon crée le Centre de Recherche Arctique et ouvre en 1991 le Centre de Recherche Arctique Environnementale au Svalbard. Aujourd'hui, les préoccupations environnementales et l'intérêt scientifique forment la base de la revendication japonaise pour exercer son influence dans la région arctique.

Le troisième pilier est que le Japon utilise l'Arctique comme un espace sur lequel projeter son image de grande puissance avec des responsabilités mondiales. Ce pilier prend de l'ampleur sous l'administration de Abe Shinzo qui souhaite que le Japon fasse entendre sa voix dans les domaines de protection environnementale, de sécurité, de science et de technologie. Le Japon promeut sa politique arctique comme étant une « contribution proactive à la paix » et établit des initiatives stratégiques pour montrer sa capacité d'action dans les enjeux arctiques.

Le quatrième pilier est que l'Arctique permet au Japon de contrebalancer la Chine en relativisant son statut de puissance. Cette priorité s'inscrit dans le cadre de sa politique étrangère qui cherche la compétition avec la Chine et dans une moindre mesure avec la Corée du Sud. Malgré tout, le Japon a des difficultés croissantes à assumer cette compétition surtout dans les champs scientifiques. Il utilise alors l'argument du respect de la loi, comme dans la déclaration suivante qui vise directement la Chine : « *Jusqu'à présent, les États de l'Arctique ont réglé les questions de droits territoriaux et de délimitation maritime de manière pacifique, sur la base du droit international. Il est important de veiller à ce que ces actions continuent d'être fondées sur l'État de droit* » (Japan's Arctic Policy, octobre 2015). Depuis 2022, le Japon dit que la Chine ne peut pas être considérée comme un « acteur du statu quo » au vu des politiques agressives qu'elle mène dans la mer de Chine. L'Arctique devient dès lors un levier de pression pour le Japon contre le comportement de la Chine dans l'espace maritime d'Asie de l'est. Malgré quelques faits de coopération, l'auteur estime que le Japon continuera sûrement à utiliser l'Arctique comme espace de promotion des règles maritimes pour renforcer sa position dans ses conflits avec la Chine en mer de Chine orientale.

Le dernier pilier est que l'Arctique permet au Japon de sécuriser son approvisionnement énergétique. Le Japon considère l'Arctique comme une réserve d'énergies fossiles et récemment, d'énergies renouvelables car le pays s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

La guerre en Ukraine a supposé un repositionnement du Japon dans l'Arctique car le pays a décidé d'imposer des sanctions contre la Russie bien que ses projets et ambitions dans l'Arctique dépendent de la coopération avec la Russie (navigation dans la NSR et accès à Yamal LNG). Ce statu quo n'étant plus valable, le Japon se tourne progressivement vers le Canada comme partenaire privilégié et porte une attention croissante au passage du Nord.

L'engagement français dans l'Arctique : expertise scientifique et rôle clé dans l'OTAN

L'Institut arctique a publié un article sur [l'engagement français dans l'Arctique](#) qu'il résume comme « fusionnant son ambition et sa vision polaires pour couvrir les questions arctiques et antarctiques au sein d'une même stratégie ». En tant que membre central de l'OTAN par son statut de puissance nucléaire, la France a vu son rôle évoluer ces dernières années, renforçant son influence dans la région et se positionnant comme acteur-clé dans la définition de la présence arctique de l'OTAN.

La France est présente dans l'Arctique depuis plus de deux siècles à travers ses explorations scientifiques qui ont abouti par exemple à la création de l'Institut polaire Paul-Émile Victor en 1992. La France a aussi soutenu des projets scientifiques avec d'autres pays de la région et est considérée aujourd'hui comme le onzième pays au monde en termes de publications scientifiques sur l'Arctique. En 2000, elle fait la demande officielle pour devenir État observateur au Conseil de l'Arctique et établit la *Feuille de route nationale pour l'Arctique* en 2016. Cette dernière devient en 2022 une *Stratégie polaire 2030* qui identifie les défis dans les deux régions polaires et insiste sur les enjeux sécuritaires dans la région justifiant la présence de la Marine nationale pour garantir la liberté de navigation. Cependant, ce texte inscrit son engagement plutôt en continuité qu'en rupture, ne serait-ce que parce que le budget alloué à la recherche augmente peu ou stagne malgré les annonces du *One Planet – Polar Summit*. De même, si le nombre d'exercices militaires de l'OTAN auxquels la France participe a augmenté, cela s'explique essentiellement par l'augmentation globale des exercices de l'organisation. Toutefois, par l'organisation du *One Polar Summit* en novembre 2023, la France affirme au moins formellement une position plus proactive. De même, elle participe à des exercices militaires conjoints au sein de l'OTAN en poursuivant plusieurs objectifs :

- Elle affiche son soutien à ses alliés de l'OTAN ;
- Elle affirme son rôle central dans l'OTAN ;
- Elle teste des nouveaux matériels ;
- Elle améliore ses capacités opérationnelles dans un environnement difficile.

Cela lui permet d'affirmer sa politique de sécurité et de défense arctique à l'OTAN (mais aussi à l'UE), qu'elle associe à des initiatives bilatérales. Par ailleurs, elle mène aussi des patrouilles et missions de son côté qui viennent soutenir sa capacité de projection. Selon les auteurs, la tendance future de l'engagement français dans l'Arctique est plutôt à concevoir sous le signe de la continuité même si la France annonce vouloir accroître ses capacités et sa présence politico-militaire, spécifiquement grâce à sa Marine nationale et aux patrouilles aériennes.

Institutions arctiques – Régulations environnementales – Enjeux juridiques

Quelles conséquences de la présidence Trump pour la coopération arctique ?

La première présidence Trump avait été marquée par plusieurs coups de projecteurs sur l'Arctique : discours de M. Pompeo très agressif contre la Russie et la Chine en mai 2019 ([The Barents Observers, 6 mai 2019](#)), et le refus, dans

la foulée, de signer la déclaration ministérielle du Conseil de l'Arctique en 2019 faisant mention du changement climatique, ou encore la proposition d'achat du Groenland. Quelles seront les priorités du second gouvernement Trump pour l'Arctique ?

Dans le domaine économique, nous pouvons supposer un renforcement des investissements dans le domaine des hydrocarbures, notamment avec la Russie. Bien que Trump soit susceptible de maintenir une posture publique ferme envers Moscou, des ajustements en coulisses pourraient offrir à la Russie plus de marge de manœuvre. Sa politique « America First » privilégiera probablement l'expansion des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) américain tout en évitant de nouvelles sanctions rigoureuses ([High North News, 7 novembre 2024](#)).

Dans le domaine de la coopération politique et militaire en revanche, un désengagement est à prévoir. Lors de l'Assemblée de l'*Arctic Circle 2024* (voir bulletin de novembre), la sénatrice républicaine Lisa Murkowski avait souligné l'importance de l'Arctique dans la politique américaine, indépendamment de l'occupant de la Maison-Blanche. Le nouvel ambassadeur américain pour l'Arctique, Mike Sfraga (voir bulletin d'octobre), a appuyé ces propos, mettant en avant la Stratégie nationale pour l'Arctique, un plan décennal visant à renforcer les intérêts américains tout en favorisant la coopération internationale ([High North News, 29 octobre 2024](#)). Mais **certains chercheurs**, comme Elizabeth Buchanan dans une tribune, **soulignent la perte d'influence des États-Unis en Arctique**, exacerbée par l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, qui a interrompu la coopération arctique et permis à Moscou de renforcer ses partenariats avec la Chine et l'Inde. Alors que la Russie et la Chine avancent leurs intérêts économiques et stratégiques, les États-Unis restent focalisés sur des enjeux secondaires, tels que la construction de ports en Alaska ou le renouvellement de leur flotte de brise-glaces. E. Buchanan critique la faiblesse de la stratégie arctique américaine actuelle, qui laisse un vide que d'autres acteurs, notamment asiatiques, s'empressent de combler ([Real Clear Defense, 15 novembre 2024](#)).

Le Conseil de l'Arctique à la COP 29, ébauche d'une scène arctique alternative

Lors de la COP 29 à Bakou, qui s'est déroulée du 11 au 22 novembre, les États se sont réunis pour définir leur action climatique bien que tous les pays n'ont pas envoyé de représentants. La délégation russe rassemblait des représentants de sociétés pétrolières et gazières, des fonctionnaires d'agences gouvernementales et des représentants du gouvernement russe. Selon Erik Solheim, ancien ministre norvégien et chef du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, il est nécessaire de garder des canaux de communication avec la Russie, tout en acceptant le rôle croissant des BRICS dans la lutte contre le changement climatique ([The Barents Observer](#), novembre 2024). La COP 29 s'est concentrée sur les engagements financiers des pays les plus riches pour aider les pays les plus pauvres à effectuer leurs transitions.

Au cours des négociations, face au manque d'avancées majeures, un groupe de 22 organisations de recherche sur les pôles et les glaciers a publié une lettre ouverte pour appeler à une action urgente et au respect du seuil de +1,5°C de réchauffement climatique. Cette lettre comprend des messages clés et appelle à une action immédiate et décisive ([The Polar journal](#), novembre 2024) :

- Le climat s'approche des +1,5°C, ce qui a des conséquences pour la cryosphère ;
- La perte de glace continentale accélère l'élévation du niveau de la mer et l'instabilité climatique ;
- Sans action, le risque de changements incontrôlables et irréversibles augmente.

La présidence norvégienne du Conseil de l'Arctique a organisé l'évènement parallèle « Un message du monde gelé » sur l'impact mondial de la fonte de la cryosphère ([Arctic Council](#)). Le pavillon sur la cryosphère a été organisé en partenariat par le Chili et l'Islande (coprésidents du Groupe de haut niveau « Ambition on Melting Ice ») et a abordé les sujets suivants ([ICCI](#), novembre 2024) :

- Des pistes pour réduire les émissions de gaz à effet de serre pour protéger la cryosphère ;
- Le financement des régions montagneuses et côtières pour permettre leur adaptation ;
- La protection des calottes glaciaires pour limiter la hausse du niveau de la mer ;
- La lutte contre le dégel du pergélisol ;
- La protection de la glace de mer et son rôle dans la stabilisation du climat mondial ;
- La préservation des océans polaires qui stockent du CO2 et font face au risque d'acidification.

Un autre évènement parallèle **organisé par le Conseil de l'Arctique porte sur les incendies de forêt dans l'Arctique.** Intitulé « Vivre avec le feu », il se penche sur les connaissances autochtones, cruciales à prendre en compte, car depuis 2018, le nombre d'incendies a triplé. Or le Conseil souligne que les régions gérées par les populations autochtones sont moins touchées par les incendies grâce aux connaissances de ces populations ([High North News](#), novembre 2024). Les travaux scientifiques du Conseil de l'Arctique continuent à bas bruit, avec peu ou pas de présence russe, tandis que les réunions politiques n'ont pas vraiment encore repris.

Parmi les autres participants aux évènements parallèles, on trouve WWF qui met en garde contre le déclin de la biodiversité à cause de l'acidification des eaux, soulevant la menace posée à la sécurité alimentaire. Selon l'ONG, la COP 29 doit se fixer comme objectif la surveillance et la réponse aux changements des écosystèmes, la protection des modes de vie traditionnels et la construction de communautés résilientes ([Arctic WWF](#), novembre 2024). La délégation du Conseil circumpolaire inuit a fait pression pour que la reconnaissance des droits autochtones fasse partie des accords mais a affiché sa déception face au texte final qui ne fait pas référence aux droits de l'homme et des peuples autochtones ([Inuit Circumpolar Council](#), novembre 2024).

Retrait de la Finlande et de la Russie du BEAC, menace de retrait des îles Féroé et du Groenland du Conseil Nordique : la coopération nordique mise à mal à tous les niveaux

Le Conseil Euro-Arctique de Barents (BEAC) n'aura pas résisté longtemps au retrait de la Russie l'an dernier, avec l'annonce de la Finlande qui se retire également malgré les plans établis pour maintenir une coopération entre les pays nordiques (voir rubrique Nordique-Russie, et les bulletins d'octobre 2023 et de septembre 2024). Les dirigeants régionaux du Nord de la Norvège proposent notamment d'élargir le Conseil du Cap du Nord pour y intégrer davantage de régions finlandaises et suédoises, et de renforcer les liens dans des domaines comme la défense, les infrastructures et la recherche ([High North News, 27 novembre 2024](#)).

Dans le même temps, **les îles Féroé menacent également de quitter la coopération nordique** si elles ne sont pas traitées sur un pied d'égalité avec les autres pays. Le Groenland avait également menacé de quitter la coopération en mai (voir bulletin de mai). Le Groenland et les Féroé sont actuellement membres associés, ce qui signifie qu'ils ne sont inclus que dans la délégation du Royaume du Danemark. Les Féroé et le Groenland exigent une participation complète aux discussions de politique étrangère et de sécurité, actuellement limitées aux cinq pays nordiques. Le Premier ministre féroïen propose une révision du Traité d'Helsinki, qui régit la coopération nordique, afin de garantir cette égalité. Le Danemark soutient cette révision, soulignant la nécessité d'une coopération plus inclusive face aux défis mondiaux ([High North News, 6 novembre 2024](#)). Sans le Groenland, le Danemark ne serait plus un pays arctique et Copenhague soutient globalement le Groenland et les îles Féroé sur la scène régionale mais reste préoccupé par les implications politiques et économiques d'un tel changement et par la volonté groenlandaise et féroïenne d'avoir une place grandissante dans la géopolitique arctique.

Questions militaires, industrielles et technologiques

Hausse des tensions entre Russie et pays nordiques

Un article du Carnegie Endowment met en avant l'usage croissant par la Russie de tactiques de « zone grise » dans ses interactions avec les pays nordiques et baltes, en brouillant les frontières entre paix et conflit. Ces tactiques incluent des pressions politiques, économiques et cybernétiques, telles que des campagnes de désinformation, de la coercition économique et des actions militaires secrètes. L'objectif est de déstabiliser ces nations sans provoquer de conflit militaire direct. Le rapport souligne que la Russie exploite les vulnérabilités de ces pays en matière de sécurité, testant souvent leur résilience et leurs alliances internationales. L'analyse suggère que les pays occidentaux, en particulier les

membres de l'OTAN, doivent renforcer leurs capacités de défense et améliorer la coordination politique pour contrer efficacement ces formes subtiles d'agression ([Canergie Endowment for International Peace, 14 novembre 2024](#)).

De son côté, Tormod Heier, professeur de stratégie militaire au « Norwegian Defense Command » avertit que le Nord de la Norvège pourrait faire face à des menaces hybrides plus sérieuses, notamment à travers des activités de déstabilisation menées par des acteurs externes comme la Russie. Cette situation pourrait inclure des cyberattaques, des désinformations et des tentatives d'influencer les populations locales. Il souligne la vulnérabilité de la région en raison de sa proximité avec la Russie et la multiplication des tensions géopolitiques, ce qui pourrait aggraver les défis pour la sécurité de la Norvège. Il suggère que la coopération entre les pays nordiques et l'amélioration de la préparation à ces menaces sont essentielles pour contrer ce type de risques ([High North News, 1^{er} novembre 2024](#)).

Publications des Instituts de recherche

Concilier l'accroissement de l'activité minière dans l'Arctique et les préoccupations des peuples autochtones

Une étude parue dans le journal [Earth Science, Systems and Society](#) revient sur la question de l'extraction minière dans l'Arctique et l'interaction de cette activité avec les peuples autochtones. On trouve dans l'Arctique quatre millions d'habitants dont 10 % appartiennent à des groupes autochtones. De son côté, l'exploitation minière revêt un caractère hautement stratégique car de nombreux matériaux que l'on trouve dans l'Arctique sont nécessaires pour permettre aux économies de faire leur transition vers des économies axées sur les énergies renouvelables. Ce caractère stratégique est renforcé par le fait qu'il reste de nombreuses régions peu explorées dans l'Arctique. Or, les autrices soulignent que « *l'exploitation minière est fondamentalement un processus non durable* ». Tout l'enjeu avec l'exploitation minière est d'évaluer l'impact final de ces activités. D'un côté, elles ont un impact direct sur les peuples autochtones et les environnements, conduisant certains à parler de « colonialisme vert » (Aili Keskitalo, ancienne présidente du Parlement Sami de Norvège). Mais d'un autre côté, l'exploitation minière comporte certains avantages (activité économique dans des régions marginales, offres d'emploi, amélioration de la connectivité).

Face à la remise en cause du droit à l'autodétermination des peuples autochtones par les industries et les projets de développement, des textes internationaux protecteurs ont été adoptés. Selon la Déclaration des Nations Unies pour le Droit des Peuples Autochtones (DNUDPA), ces peuples sont détenteurs de droits (et non que parties prenantes) dans les projets d'extraction. Cette déclaration consacre aussi la notion de « consentement préalable, libre et éclairé » nécessaire avant d'adopter des mesures qui auraient un potentiel impact sur les peuples autochtones. Les États affichent des positions variables quant aux moyens de respecter les droits autochtones. Les États-Unis « *s'efforcent de garantir l'accès aux minéraux et aux infrastructures essentiels* » pour les peuples autochtones alors que le Royaume-Uni « *encourage tous les pays à adopter les normes les plus élevées en matière de gouvernance environnementale et sociale* » pour l'exploitation minière arctique. Enfin, le Canada « *encourage la propriété, l'investissement et la participation des autochtones dans l'industrie des ressources, essentiels à la réconciliation avec ces peuples* ».

Les autrices étudient par la suite les possibilités d'une exploitation respectueuse des droits autochtones et de l'environnement car « *la durabilité dans l'exploitation minière menant au développement de résultats durables est un concept légitime vers lequel nous devrions tendre* ». Cet objectif passe nécessairement selon elles par une protection accrue de la chaîne de valeur tout en réduisant les impacts socio-environnementaux de l'exploitation minière. Par exemple, l'extraction du pétrole et du gaz peut permettre de multiplier les structures de cogestion entre communautés autochtones et promoteurs, comme le montre le cas de la mine de zinc et de plomb Red Dog en Alaska qui appartient conjointement à Teck Alaska et à la société autochtone NAANA. Deuxièmement, cette collaboration et la propriété autochtones sont de plus en plus courantes dans le développement de l'Arctique. En 2022 au Canada, les Premières Nations, les Métis et les Inuits étaient partenaires ou bénéficiaires de près de 20 % des infrastructures de production d'électricité. Enfin, grâce aux instruments internationaux de protection de droits autochtones, comme la DNUDPA, les initiatives portées

par des peuples autochtones notamment dans des projets autour de la transition verte se multiplient. Les Premières Nations de Frog Lake et la Nation de Kehewin ont par exemple proposé un projet qu'elles dirigent de centre de captage et de stockage du carbone sur leur territoire.

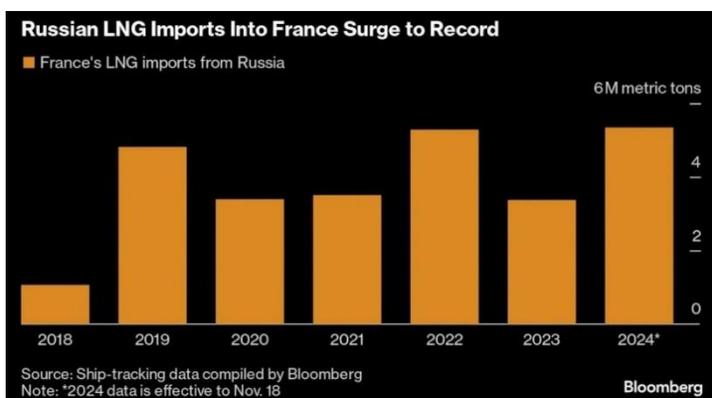
Trafic maritime – Sécurité maritime

L'Union européenne travaille sur un nouveau train de sanctions visant la flotte fantôme de pétroliers que la Russie utilise pour acheminer son pétrole vers les marchés ([Theins.ru](https://theins.ru), 5 novembre 2024 ; gCaptain.com, 7 novembre 2024 ; gCaptain.com, 14 novembre 2024 ; gCaptain.com, 15 novembre 2024 ; Lloydslist.com, 28 novembre 2024 ; Korabel.ru, 28 novembre 2024).

Les discussions à Bruxelles visant à réduire l'afflux de GNL russe sur le continent pourraient s'accélérer dans les mois à venir, alors que la présidence hongroise de l'UE touche à sa fin et que la Pologne reprend le poste. Une amélioration de la situation de l'offre sur le marché du GNL dans son ensemble (États-Unis et Qatar) pourrait également améliorer l'appétit des États membres de l'UE pour éliminer progressivement le GNL russe sans affecter la sécurité de l'approvisionnement et les prix de l'énergie pour les consommateurs européens déjà malmenés (NDLR : modulo les contrats à longs termes de Total Energy avec Yamal LNG pour 2 Mt/an par exemple) (HighNorthNews.com ; 14 novembre 2024).

Le flux de marchandises à destination ou en provenance des ports russes le long de la RMN d'ici fin 2024 atteindra un niveau record de 37,6 Mt, soit une progression de 5% par rapport à 2023 (36,6 Mt). Un record a été établi également pour le trafic de transit le long de la RMN, qui a atteint 3,1 Mt, soit environ 43% de plus que l'année dernière (2,1 Mt en 2023). Les résultats préliminaires du transport de marchandises pour 2024 seront publiés et consolidés en février 2025 (Korabel.ru, 6 novembre 2024 ; Portnews.ru, 7 novembre 2024 ; Korabel.ru, 13 novembre 2024 ; Tass.ru, 13 novembre 2024 ; Korabel.ru, 21 novembre 2024).

Les expéditions du Yamal LNG de NOVATEK en octobre ont augmenté de 1 % sur un an, s'élevant à 1,81 Mt. La Belgique, après une pause de 2 mois, a recommencé à acheter du GNL à Yamal LNG ; 0,2 Mt ont été exportées vers ce pays. Les plus gros volumes de GNL du site sont allés vers la France (0,5 Mt) et la Chine (0,4 Mt). Sur 10 mois, 17,4 Mt de GNL ont été exportées depuis Yamal LNG, soit 7,4 % de plus qu'un an plus tôt. Le projet Arctic LNG-2, soumis aux sanctions américaines, connaît des difficultés dans la vente des lots en raison du refus des acheteurs d'acquiescer du gaz sous sanctions et du manque de tankers LNG. La plupart des expéditions de GNL ont été rechargées dans des installations de stockage flottantes FSU Saam et Koryak. Dans le même temps, les importations de GNL russes vers l'Europe, via le terminal de Dunkerque, ont atteint des records depuis 2022. Cela s'explique en partie par l'arrêt de l'approvisionnement de Gazprom du gaz à l'Autriche par gazoduc, le GNL venant combler ce déficit. Les exportations russes de GNL en 2024 s'élevaient jusqu'à présent à 19,05 Mt, soit 314 cargaisons, au 23 octobre. Sur ce total, près de 68 % sont destinés à l'Europe et près de 27 % à l'Asie. Ces chiffres sont à comparer aux 17,53 Mt exportées en 2023, dont 69 % vers l'Europe et 30 % vers l'Asie, et aux 17,96 millions de tonnes exportées en 2022, dont 68 % vers l'Europe et 31 % vers l'Asie, au cours de la même période.



Selon le PDG de TotalEnergies, jusqu'à 2 milliards de dollars seraient bloqués en Russie. TotalEnergies détient 19,4% de Novatek, qu'il ne peut pas vendre car le milliardaire russe sanctionné Gennady Timchenko dispose d'un droit de préemption. Le groupe français détient également une participation directe de 20% dans Yamal LNG auxquels s'ajoutent

les dividendes de Novatek de 600 millions de dollars par an – la plupart sont bloqués sur les comptes Novatek ([Spglobal.com](https://www.spglobal.com), 24 novembre 2024 ; [Kommersant.ru](https://www.kommersant.ru), 1^{er} novembre 2024 ; [Neftegaz.ru](https://www.neftegaz.ru), 1^{er} novembre 2024 ; [HighNorthNews.com](https://www.highnorthnews.com), 1^{er} novembre 2024 ; [TheBarentsObserver.com](https://www.thebarentsobserver.com), 6 novembre 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 18 novembre 2024 ; [Reuters.com](https://www.reuters.com), 31 octobre 2024).

Le Panama retire son pavillon des transporteurs de GNL sanctionnés dans le cadre de la répression de la flotte fantôme russe ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 6 novembre 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 7 novembre 2024).

Le groupe pétrolier japonais Mitsui OSK Lines (MOL) pourrait ne pas être en mesure de livrer des tankers LNG pour le projet Arctic LNG2, frappé par les sanctions russes. Le durcissement des sanctions occidentales contre la Russie signifie que MOL doit modifier ses contrats d'affrètement pour 3 tankers Arc7 LNG et un tanker Arc4 à condensat pour le projet Arctic LNG2. Au total, la compagnie a déclaré avoir investi 689 M\$ dans les navires et, compte tenu des difficultés possibles à utiliser ce type de tankers pour d'autres activités, elle pourrait faire face à des pertes si elle ne peut pas les vendre à un prix suffisamment élevé. Les 3 méthaniers brise-glaces du projet Arctic LNG2 devaient être mis en service l'année dernière et le transporteur de condensats devait être livré en 2024 ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com) ; 30 octobre 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 31 octobre 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 4 novembre 2024).

La Chine a achevé avec succès une opération de transport de 2 mois visant à livrer une centrale électrique de 650 MW pour le projet Arctic LNG2. Le dernier navire de transport de colis lourd, le Hunter Star, a atteint sa destination après un voyage compliqué en raison des conditions de glace difficiles. Trois navires identiques, *'Ocean 28, le Nan Feng Zhi Xing et le Hunter Star*, ont quitté les ports de l'est de la Chine en septembre. Ils transportaient des modules de centrales électriques construits sur le chantier naval de Zhoushan de Wisconsin New Energies. La livraison de [la centrale électrique de Wison](#) résout le problème d'alimentation électrique de l'usine. Novatek prévoit de mettre en service le train 2 dès décembre 2024 et la production de démarrage servira au refroidissement des réservoirs de stockage internes. Le train 1 a été mis en service de manière similaire fin décembre 2023. La première livraison de gaz du train 2 devra probablement attendre l'été 2025 en raison d'une pénurie de méthaniers capables de naviguer sur la glace. La livraison de la centrale électrique constitue un coup dur pour les efforts américains visant à stopper l'expansion de la capacité de production de GNL russe. L'achèvement du train 2 avec l'aide de l'usine chinoise pourrait produire 6,6 Mt supplémentaires de GNL russe par an ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 6 novembre 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 12 novembre 2024 ; [UpstreamOnline.com](https://www.upstreamonline.com), 31 octobre 2024 ; [OxfordEnergy.org](https://www.oxfordenergy.org), 11 novembre 2024).

Les garde-côtes finlandais ont déclaré avoir détecté des perturbations constantes des signaux de navigation par satellite dans la mer Baltique depuis avril et avoir vu ces dernières semaines des pétroliers usurper leurs données de localisation pour dissimuler des escales en Russie. La semaine dernière, le ministre finlandais de l'Intérieur, Lulu Ranne, a déclaré que la Finlande pensait que la Russie était à l'origine des perturbations détectées en Finlande et dans la région de la mer Baltique dans les signaux du système mondial de navigation par satellite (GNSS) et du système de positionnement global (GPS) utilisés dans la navigation. Les garde-côtes ont indiqué que le brouillage du GNSS, détecté de plus en plus fréquemment depuis avril dans le golfe de Finlande, a conduit à la perte de navires en mer ou à la perte de leur cap. Les autorités finlandaises ont dû alerter les navires pour les empêcher de s'approcher des îles ou des eaux peu profondes. Les garde-côtes ont déclaré que les perturbations ont entraîné des dysfonctionnements dans les systèmes d'identification automatique (AIS) des navires, qui permettent la navigation électronique ([gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 30 octobre 2024).

Nornikel a l'intention de doubler le volume de transport de marchandises le long de la RMN de 1,6 à 3 Mt d'ici 2028-2030. La société prévoit d'investir plus de 44 milliards de roubles dans la modernisation de deux infrastructures clés de transport dans l'Arctique, connectées à la RMN : les filiales Mourmansk et Polar. La filiale de Mourmansk comprend un terminal portuaire, une flotte de brise-glaces et des navires de classe Arc7, tandis que la filiale Polar comprend un terminal dans le port de Dudinka ([Neftegaz](https://www.neftegaz.ru), 7 novembre 2024 ; [Bellona.org](https://www.bellona.org), 7 novembre 2024).

Les transbordements de GNL ont repris à l'abri de l'île Kildin, près de Mourmansk. La reprise intervient environ un mois plus tôt que les années précédentes. Le mouillage de Kildin est situé au large de la péninsule de Kola, dans l'est de la mer de Barents. Novatek utilise le transfert de GNL de navire à navire pour optimiser l'utilisation de sa flotte de tanker Arc7. La multiplication des sanctions occidentales a rendu inutilisables les 2 unités flottantes de stockage de GNL. Le premier STS de l'hiver 2024/25 implique le tanker Arc7 *Nikolay Urvantsev* et le nouveau navire chinois *Wen Cheng*. Les transferts durent généralement environ 48 heures ([Reuters.com](https://www.reuters.com), 22 octobre 2024 ; [Xm.com](https://www.xm.com), 17 novembre 2024 ; [gCaptain.com](https://www.gcaptain.com), 22 novembre 2024).

La Russie et la Chine ont tenu la 1^{ère} réunion du Sous-comité sur la route maritime du Nord. Du côté russe, le sous-comité était dirigé par le directeur général de Rosatom, A. Likhachev, et du côté chinois, par le ministre des Transports de la République populaire de Chine, Liu Wei. En juin 2024, lors du Forum économique de Saint-Pétersbourg, un accord d'intention a été signé entre les parties russe et chinoise pour créer une coentreprise pour la construction de navires et l'organisation d'une ligne de conteneurs toute l'année le long de la RMN entre les ports de la Russie et de la Chine ([Neftegaz.ru](https://neftegaz.ru), 27 novembre 2024 ; [Rosatom.ru](https://rosatom.ru), 25 novembre 2024).

La Russie a lancé son 5^{ème} et plus récent brise-glace à propulsion nucléaire de la classe Arktika, le Chukotka, dans le cadre de la série 22220. Le *Chukotka* devrait commencer ses opérations dans l'Arctique au début de 2026, rejoignant ainsi les 4 brise-glaces de classe Arktika existants. La mise en service des 3^e et 4^e navires *Yakoutie* et *Tchoukotka* est prévue respectivement en 2024 et en 2026 ; et celle des 5^e et 6^e, *Leningrad* et *Stalingrad* est prévue respectivement en 2028 et 2030. La sortie du brise-glace *Rossiia* du projet Leader de 120 MW est attendue après 2027 (plutôt en 2030 d'après d'autres sources NDLR) ([Kremelin.ru](https://kremelin.ru), 6 novembre 2024 ; [Sudostroenie.ru](https://sudostroenie.ru), 6 novembre 2024 ; [Korabel.ru](https://korabel.ru), 6 novembre 2024 ; [The BarentsObserver.com](https://thebarentsobserver.com), 8 novembre 2024 ; [Korabel.ru](https://korabel.ru), 21 novembre 2024 ; [Jamestown.org](https://jamestown.org), 25 novembre 2024 ; [Korabel.ru](https://korabel.ru), 27 novembre 2024).

L'élaboration de conceptions préliminaires des nouveaux tankers LNG pour la RMN est en cours d'achèvement. Fin 2024, PKB Petrobalt LLC achèvera la conception préliminaire de navires destinés au transport de condensats de gaz et de LNG destinés à être exploités dans les mers arctiques. Une évaluation du coût, du calendrier de conception et de construction, ainsi que de la possibilité de construire des navires dans les chantiers navals russes, a été réalisée conformément aux exigences du décret gouvernemental n° 719. Avec 248 m de long pour un déplacement de 68 812 T, de classe Glace Arc7 et propulsé par des Azipods, ces transports de condensat et de LNG seraient construits dans des chantiers russes qui restent à déterminer car celui de *Zvezda* est le seul actuellement qui a cette capacité mais dont le carnet de commande est rempli jusqu'à la fin de la décennie. Malgré les sanctions occidentales de plus en plus sévères, la plus grande compagnie maritime russe, Sovcomflot, semble prête à exploiter des méthaniers capables de naviguer dans les glaces pour le projet Arctic LNG2, actuellement en construction en Russie. De nouvelles photos du chantier *Zvezda* montrent le logo SCF peint sur le flanc du navire de tête de série, l'*Aleksey Kosygin* ([Korabel.ru](https://korabel.ru), 18 novembre 2024 ; [Petrobalt.ru](https://petrobalt.ru), 18 novembre 2024 ; [High-NorthNews.com](https://high-northnews.com), 22 novembre 2024).



La Russie et l'Inde envisagent de produire conjointement des navires de classe glace pour la RMN. C'est ce qu'a annoncé le premier vice-Premier ministre russe Denis Manturov lors d'une réunion de la commission intergouvernementale bilatérale à New Delhi. En septembre 2024, une délégation indienne s'est rendue en Russie pour travailler sur cette opportunité. À l'époque, la discussion portait sur la formation des équipages et la production conjointe de navires de classe glace pour la navigation sur la RMN ([Neftegaz.ru](https://neftegaz.ru) ; 13 novembre 2024).

Aker Arctic fait le bilan des voyages internationaux sur le passage du Nord-Ouest en 2024. Le nombre de grands navires commerciaux empruntant le passage du Nord-Ouest a augmenté de façon constante ces dernières années. Après un record de 24 traversées l'an dernier, cette saison s'est classée au deuxième rang des statistiques de tous les temps, avec un total de 18 traversées complètes. Le CHNL tient régulièrement pour sa part le décompte de l'activité maritime de transit sur la RMN qui s'élève cette année à 3 Mt ([AkerArctic.fi](https://akerarctic.fi), 13 novembre 2024 ; [Chnl.com](https://chnl.com), 18 novembre 2024 ; bellona.org, 11 novembre 2024).

Le vieux Polar Star des garde-côtes américains entame sa mission en Antarctique alors que les services s'efforcent de moderniser leur flotte de brise-glaces. L'USCGC *Polar Star*, le seul brise-glace lourd américain, a quitté Seattle pour sa mission annuelle en Antarctique en soutien à l'opération Deep Freeze (ODF), marquant sa 28^e année dans ce rôle essentiel. Ce déploiement intervient à un moment crucial pour les efforts de modernisation des brise-glaces de la Garde côtière américaine. Le *Polar Star*, âgé de 48 ans, a récemment achevé la 4^e des 5 phases de prolongation de sa durée de vie prévue, tandis que le service prévoit de renforcer ses capacités avec l'[ajout](https://ajout.com) du brise-glace *Aiviq* avant la fin de l'année (gCaptain.com, 28 novembre 2024).



Le patrouilleur des garde-côtes américain *Stratton* est de retour d'une patrouille de 110 jours dans l'Arctique. Le *Stratton* a étendu cet été la présence des navires de surface américains au-delà du 72° de latitude nord, des eaux traditionnellement réservées aux brise-glaces et aux navires capables de naviguer dans les glaces. Le brise-glace *Healy* de l'USCG étant resté au port pendant une partie de l'été pour des réparations d'urgence. Le *Stratton* a effectué une longue mission au-dessus du cercle polaire arctique, naviguant dans les mers des Tchouktches et de Béring

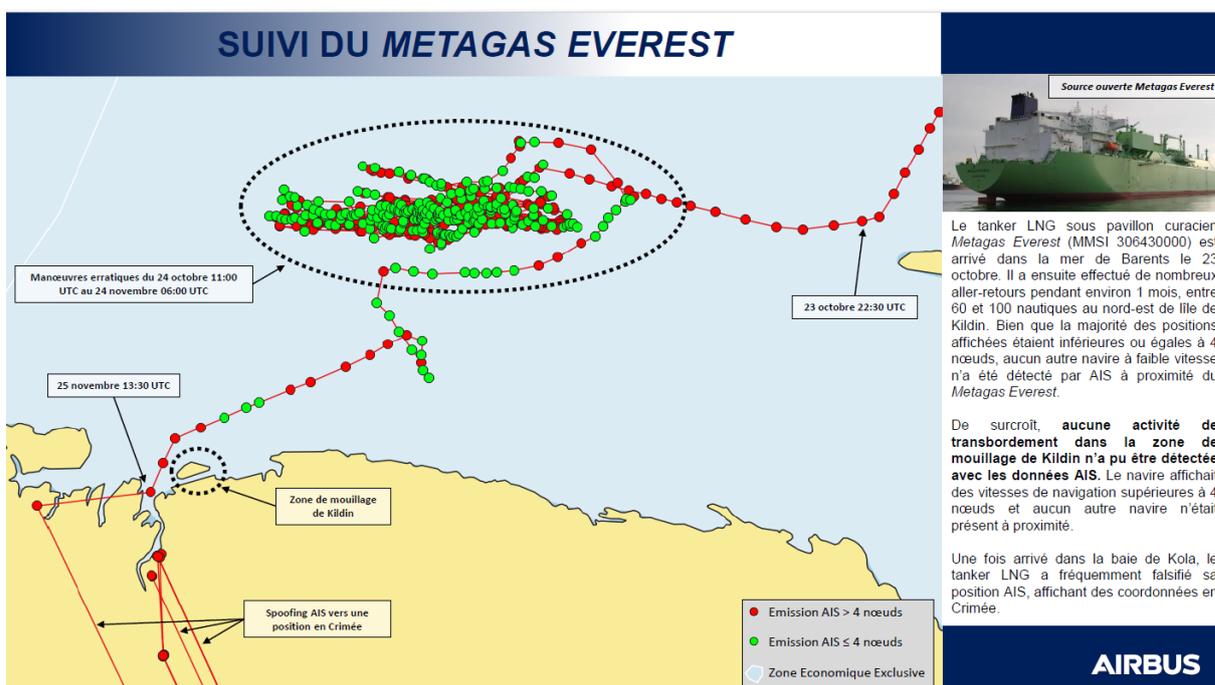
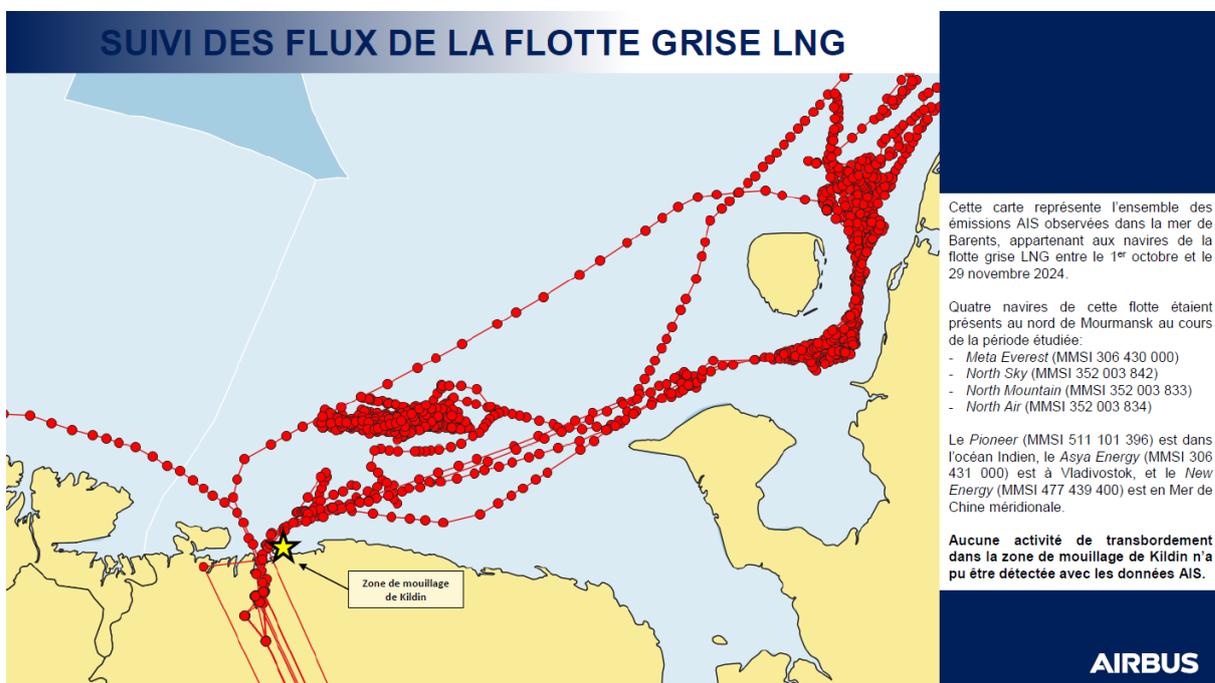
(gCaptain.com, 18 novembre 2024 ; 66North.com, 8 novembre 2024 ; Chinapower.org, 16 octobre 2024).



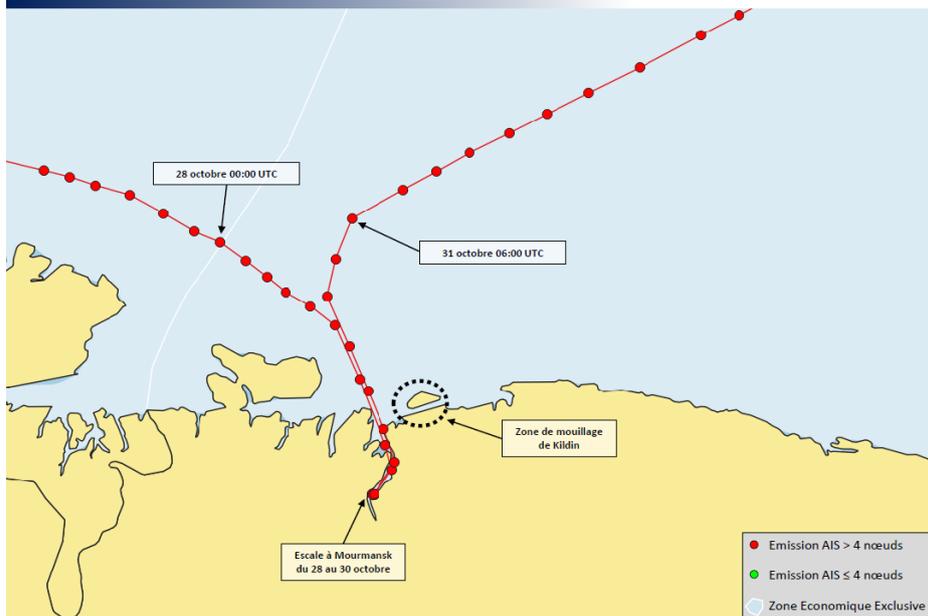
Le brise-glace *Aiviq* rejoindra la garde côtière américaine avant la fin de l'année pour renforcer sa présence américaine dans l'Arctique à court terme, en attendant la construction du premier *Polar Security Cutter Sentinel*. Les garde-côtes prévoient de dépenser 25 M\$ supplémentaires pour améliorer le navire avant sa mise en service. Les responsables ont indiqué qu'ils étaient convaincus que l'*Aiviq* répondrait aux besoins du service. L'*Aiviq* sera basé à Juneau, en Alaska (gCaptain.com, 14 novembre 2024 ; gCaptain.com, 29 novembre 2024).

La Norvège et la Russie ont conclu un accord de pêche pour l'année prochaine. Le quota de morue pour 2025 est le plus bas depuis 1991 et reflète la gravité de la situation. Le quota a été fortement réduit pour mettre un terme à l'évolution négative du stock. Cet accord constitue la base d'une gestion durable et à long terme des océans dans le Grand Nord et est essentiel pour protéger le stock de cabillaud et les autres espèces de la mer de Barents. Le quota total fixé par la Commission norvégienne-russe des pêches est toutefois plus élevé que la recommandation des chercheurs marins, qui avaient proposé une diminution de 31% avant les négociations. Cependant, les Pays-Bas sont le plus important comptoir commercial pour le poisson russe. Mais les contrôles sur la pêche illégale sont scandaleusement insuffisants. Les Pays-Bas facilitent ainsi un commerce de plusieurs milliards de dollars pour la Russie et alimentent indirectement les caisses de guerre de Poutine. Pendant ce temps, les stocks de morues de la mer de Barents déclinent rapidement (HighNorthNews.com, 1^{er} novembre 2024 ; Korabel.ru, 21 novembre 2024 ; TheBarentsObserver.com, 28 novembre 2024).

Figure 1 : suivi de la flotte grise en mer de Barents
 (@ [Airbus Defense / space](#))



SUIVI DU NORTH MOUNTAIN



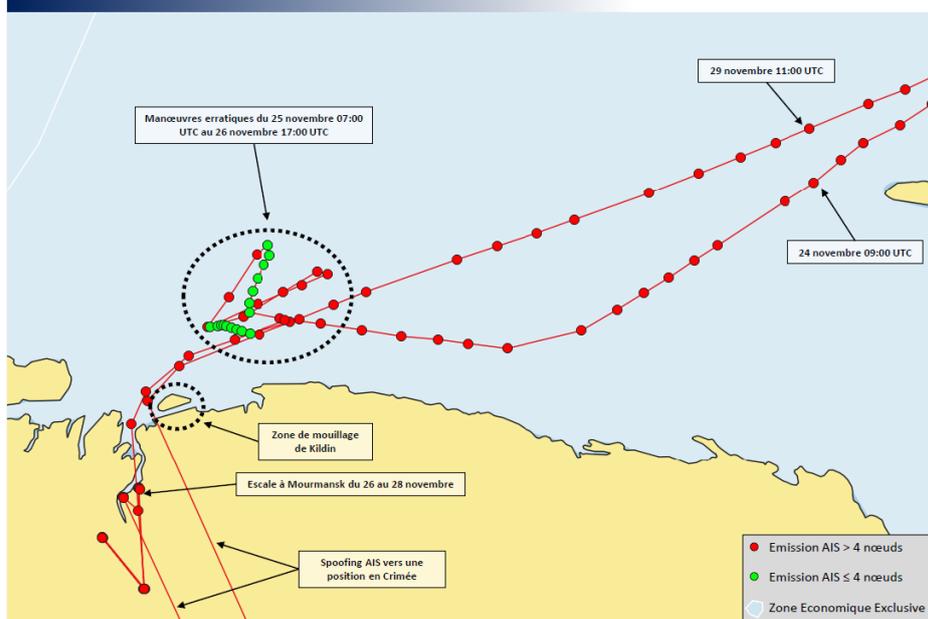
Le tanker LNG sous pavillon panaméen *North Mountain* (MMSI 352 003 833) a effectué un court transit par la mer de Barents.

Après être rentré dans la ZEE russe le 28 octobre, le navire a effectué une courte escale à Mourmansk du 28 au 30 octobre. Il s'est ensuite dirigé vers la mer de Kara.

Aucune activité de transbordement dans la zone de mouillage de Kildin n'a pu être détectée avec les données AIS. Le navire affichait des vitesses de navigation supérieures à 4 nœuds et aucun autre navire n'était présent à proximité.

AIRBUS

SUIVI DU NORTH AIR



Le tanker LNG sous pavillon panaméen *North Air* (MMSI 352 003 834) est rentré dans la mer de Barents vers le 24 novembre. Il a effectué une escale à Mourmansk du 26 au 28 novembre.

Une fois arrivé dans la baie de Kola, le tanker LNG a fréquemment falsifié sa position AIS, affichant des coordonnées en Crimée. Suite à son escale à Mourmansk, le *North Air* semble se diriger vers la mer de Kara.

Aucune activité de transbordement dans la zone de mouillage de Kildin n'a pu être détectée avec les données AIS. Le navire affichait des vitesses de navigation supérieures à 4 nœuds et aucun autre navire n'était présent à proximité. L'absence de navires émettant AIS à faible vitesse à proximité du *North Air* a également été constaté lorsqu'il naviguait à moins de 4 nœuds.

AIRBUS